

## ASSEMBLEE DE CORSE

---

### DELIBERATION N° 13/067 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE DECIDANT DE L'ATTRIBUTION DES AIDES A L'INVESTISSEMENT DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT

---

#### SEANCE DU 25 AVRIL 2013

L'An deux mille treize et le vingt-cinq avril, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Dominique BUCCHINI, Président de l'Assemblée de Corse.

#### **ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

BARTOLI Marie-France, BASTELICA Etienne, BEDU-PASQUALAGGI Diane, BENEDETTI Paul-Félix, BIANCARELLI Viviane, BUCCHINI Dominique, CASTELLANI Pascaline, CASTELLI Yannick, CHAUBON Pierre, COLONNA Christine, DONSIMONI-CALENDINI Simone, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, GRIMALDI Stéphanie, HOUEMER Marie-Paule, LACAVE Mattea, MARTELLI Benoîte, NATALI Anne-Marie, NICOLAI Marc-Antoine, NIELLINI Annonciade, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, RISTERUCCI Josette, SCIARETTI Véronique, SIMEONI Gilles, SIMONPIETRI Agnès, SINDALI Antoine, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, VALENTINI Marie-Hélène, VANNI Hyacinthe

#### **ETAIENT ABSENTES ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

Mme CASALTA Laetitia à Mme NIELLINI Annonciade  
Mme FEDI Marie-Jeanne à M. STEFANI Michel  
Mme MERMET Valérie à Mme GRIMALDI Stéphanie

#### **ETAIENT ABSENTS : Mmes et MM.**

ANGELINI Jean-Christophe, BIANCUCCI Jean, CASTELLANI Michel, FEDERICI Balthazar, FERRI-PISANI Rosy, FRANCISCI Marcel, LUCCIONI Jean-Baptiste, LUCIANI Xavier, MOSCONI François, ORSUCCI Jean-Charles, PANUNZI Jean-Jacques, de ROCCA SERRA Camille, RUGGERI Nathalie, SANTINI Ange, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SUZZONI Etienne, TATTI François.

## **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II, Livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** le Code de l'Education, notamment les articles L. 151-4, et L. 442-16,
- VU** la délibération n° 12/260 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2012 portant adoption du Budget Primitif 2013 de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** les demandes des associations Saint-Paul d'Ajaccio et Jeanne d'Arc de Bastia, établissements d'enseignement secondaire privés sous contrat d'association avec l'État,
- VU** l'avis du Conseil Académique de l'Education Nationale,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission du Développement Social et Culturel,

## **APRES EN AVOIR DELIBERE**

### **ARTICLE PREMIER :**

**DECIDE** d'attribuer 138 500 euros (cent trente-huit mille cinq cents euros) en subvention aux établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'Etat, au titre de l'année 2013, conformément aux plans de financement présentés et à la répartition suivante :

- 76 500 euros à l'association Saint-Paul d'Ajaccio pour permettre l'exécution de divers travaux,
- 62 000 euros à l'association Jeanne d'Arc de Bastia pour permettre l'exécution de divers travaux.

### **ARTICLE 2 :**

**DECIDE** d'attribuer, en nature, aux établissements d'enseignement secondaire privés sous contrat d'association avec l'Etat, au titre de l'année 2012, pour un coût maximal de 31 300 euros (trente et

un mille trois cents euros), conformément aux demandes présentées et à la répartition suivante :

- des équipements informatiques pour un coût total maximal de 15 300 euros à l'association Saint-Paul d'Ajaccio,
- des équipements informatiques pour un coût total maximal de 16 000 euros à l'association Jeanne d'Arc de Bastia.

**ARTICLE 3 :**

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les conventions relatives à l'attribution de ces aides, tels que ces documents figurent en annexe à la présente délibération.

**ARTICLE 4 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 25 avril 2013

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dominique BUCCHINI

# **ANNEXES**

<p style="text-align: center;"><b>RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE</b></p>
---

**OBJET : Aides à l'investissement des établissements d'enseignement secondaire privés sous contrat d'association avec l'État - Exercice 2013**

L'article L. 151-4 du Code de l'Education issu de la loi Falloux du 15 mars 1850, prévoit que les établissements d'enseignement général du second degré privés peuvent obtenir des communes, des départements, des régions ou de l'Etat des locaux et une subvention sans que cette subvention puisse excéder les dixièmes des dépenses annuelles de l'établissement.

L'article L. 442-16 du même code précise que les collectivités territoriales peuvent concourir à l'acquisition des matériels informatiques complémentaires sans que ce concours puisse excéder celui qu'elles apportent aux établissements d'enseignements publics dont elles ont la charge.

Enfin la combinaison de l'article L. 442-7 au code suscitée et de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 impose à la collectivité territoriale qui attribue les aides et à l'organisme bénéficiaire d'établir une convention précisant l'affectation de l'aide, les durées d'amortissement des investissements financés et, en cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat, les conditions de remboursement des sommes non amorties ainsi que les garanties correspondantes.

Il est précisé que les formations offertes par les établissements d'enseignement privé du second degré sous contrat d'association qui bénéficient d'une aide aux investissements doivent être compatibles avec les orientations définies par le schéma prévisionnel des formations.

Ainsi, la Collectivité Territoriale de Corse renouvelle annuellement son aide aux cités scolaires d'enseignement privé, sous contrat d'association avec l'Etat, dans l'Académie à savoir :

- l'association lycée et collège privés Saint Paul à Ajaccio (645 élèves)
- l'association lycée et collège privés Jeanne d'Arc à Bastia (781 élèves)

Il s'agit donc de déterminer les montants d'aide à l'investissement que notre Collectivité entend accorder aux établissements d'enseignement privés ainsi que leurs modalités d'octroi via les conventions subséquentes.

**EXERCICE 2013 - PROPOSITIONS DE FINANCEMENT**

Dans le cadre du budget voté pour 2013, il vous est proposé de retenir, les aides suivantes :

## 1- AIDE AU FINANCEMENT DE TRAVAUX (Annexe I et Annexe II)

- Association lycée et collège privés Saint-Paul à Ajaccio :
  - Travaux de réfection des salles du RDC bâtiment Saint Louis (RDC),
  - Travaux de rénovation de la passerelle et de l'escalier Saint Louis,
  - Remplacement des menuiseries extérieures Bâtiment Rodié.

Coût total :	90 795,00 €
Part association :	14 295,00 €
Part CTC :	<b>76 500,00 €</b>

- Association lycée et collège privés Jeanne d'Arc à Bastia :
  - Changement du piano de la cuisine,
  - Création d'une salle informatique « Arts plastiques »,
  - Travaux de mise aux normes électriques.

Coût total :	62 737,00 €
Part association :	737,00 €
Part CTC :	62 000,00 €

## 2-2 MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES (Annexe III)

- Association lycée et collège privés Saint-Paul à Ajaccio : Mise à disposition de

Dépense CTC :	<b>15 300,00 €</b>
---------------	--------------------

- Association lycée et collège privés Jeanne d'Arc à Bastia : Mise à disposition

Dépense CTC :	<b>16 000,00 €</b>
---------------	--------------------

Ces interventions respectent les dispositions légales (loi Falloux) puisqu'elles représentent (cf. annexes I et II) :

- Pour l'association Saint Paul à Ajaccio, un total de 91 800 € (la subvention plafond étant de 98 225,43 €)
- Pour l'association Jeanne d'Arc à Bastia, un total de 78 000 € (la subvention plafond étant de 92 548,58 €)

Par ailleurs, le volume financier attribué pour l'acquisition de matériels informatique, n'est pas supérieur au coût par élève constaté dans l'enseignement public conformément aux prescriptions de l'article L. 442-16 du code de l'éducation (cf. annexe III)

Il vous est donc proposé d'attribuer aux établissements d'enseignement privés sous contrat d'association avec l'État, les subventions et dotations suivantes :

Subventions pour travaux :

- imputation 902-223-2043	Total =	<b>138 500 €</b>
---------------------------	---------	------------------

Dotation en nature de matériels informatiques:

- imputation 902-223-2183      Total =                      **31 300 €**

**soit une intervention totale de :                                      169 800 €**

Je vous prie de bien vouloir en délibérer et m'autoriser à signer, avec ces associations, les conventions afférentes.

**Annexe I**

**ASSOCIATION LYCEE & COLLEGE PRIVES SAINT PAUL AJACCIO  
CALCUL DES AIDES A L'INVESTISSEMENT 2013 – Montants en Euros**

<b>AIDE A L'INVESTISSEMENT - (Loi Falloux) - TRAVAUX - SUBVENTION CTC</b>	
<u>Exercice budgétaire de référence de l'association</u>	<b>2011/2012</b>
Date de l'arrêt des comptes	31/08/2012
A - Charges	1 550 952,21
B - Consommations	
C - TOTAL charges exploitation (A + B)	1 550 952,21
D - Subventions publiques (dont forfait externat)	568 697,87
E - Montant budget de référence (C-D)	982 254,34
F - Plafond maximum autorisé (10 % de E)	98 225,43
<u>Exercice Budgétaire de Référence pour la CTC</u>	<b>2013</b>
G - Subvention demandée par l'association	90 795,07
<u>Proposition d'aide</u>	
H - Subvention CTC proposée	<b>76 500,00</b>
I - Dépenses financées par l'association	14 295,07

<b>AUTRES DEPENSES D'EQUIPEMENT - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES - DOTATION DE MATERIELS</b>	
	(Matériels acquis par la CTC)
K - Coûts des équipements demandés par l'association	15 300,00
L - Dotation proposée en équipements	<b>15 300,00</b>

<b>BILANS</b>	
M - Aide à l'investissement - travaux	76 500,00
N - Dotation en équipements informatiques	15 300,00
Totaux :	<b>91 800,00</b>



**Annexe II**

**ASSOCIATION LYCEE & COLLEGES PRIVES J. D'ARC BASTIA  
CALCUL DES AIDES A L'INVESTISSEMENT 2013 - Montants en Euros**

**AIDE A L'INVESTISSEMENT - (Loi Falloux) - TRAVAUX  
- SUBVENTION CTC**

<u>Exercice budgétaire de référence de l'association</u>	<b>2011/2012</b>
Date de l'arrêt des comptes	31 août 2012
A - Charges et consommations	1 616 860,67
B - Consommations	
C - TOTAL charges exploitation (A + B)	1 616 860,67
D - Subventions publiques (dont forfait externat)	691 374,89
E - Montant budget de référence (C-D)	925 485,78
F - Plafond maximum autorisé (10 % de E)	92 548,58
 <u>Exercice Budgétaire de Référence pour la CTC</u>	 <b>2013</b>
G - Subvention demandée par l'association	62 000,00
 <u>Proposition d'aide</u>	
H - Subvention CTC proposée	<b>62 000,00</b>
 I - Dépenses financées par l'association	 737,57

**AUTRES DEPENSES D'EQUIPEMENT - EQUIPEMENTS INFORMATIQUES -  
DOTATION DE MATERIELS**

	(Matériels acquis par la CTC)
K - Subvention demandée par l'association	16 000,00
L - Subvention/dotation investissement proposée	<b>16 000,00</b>

**BILANS**

M - Travaux (subvention)	62 000,00
N - Equipements informatiques (dotation)	16 000,00
Totaux :	<b>78 000,00</b>

**Annexe III****CALCUL DES AIDES A L'INVESTISSEMENT (INFORMATIQUE) - EXERCICE 2013**

	Ets. Publics Dépenses 2012	Ets. Privés Prévisions	Privé 2A St. PAUL	Privé 2B J. D'ARC
<b>Nombre d'élèves en collèges *:</b>	12 074	895	457	438
			51,06 %	48,94 %
Dépense **:	462 484,84	34 282,25	17 505,02	16 777,24
Ratio Euros/élève :	38,30	38,30		
<b>Nombre d'élèves en lycées *:</b>	7 879	492	188	304
			38,21 %	61,79 %
Dépense **:	281 701,69	<b>17 590,71</b>	6 721,65	10 869,06
Ratio Euros/élève :	35,75	35,75		
<b>Nombre d'élèves « post bac » *:</b>	636	39		39
Dépense **:	53 429,76	<b>3 276,35</b>		3 276,35
Ratio Euros/élève :	84,01	84,01		
<b>Totaux élèves:</b>	20 589	1 426	645	781
Dépense **:	<b>797 616,26</b>	<b>55 149,32</b>	24 226,67	30 922,65
Ratio Euros/élève :	38,74	38,74		

Ets Privés	Privé 2A St. PAUL	Privé 2B J. D'ARC
------------	----------------------	----------------------

Intervention « plafond » 2012 :	55 149,32	24 226,67	30 922,65
---------------------------------	-----------	-----------	-----------

Subventions demandées :		15 300,00	16 000,00
<b>Mises à dispositions proposées pour 2012 :</b>		<b>15 300,00</b>	<b>16 000,00</b>

\* sources : annuaire statistique de l'Académie de Corse Rentrée 2012

\*\* sources : plan équipement informatique des EPLE 2012 (hors équipement des sections technologiques

et hors équipement des sections professionnelles)

<b>EXERCICE 2013</b>
----------------------

<b>PROPOSITION D'INDIVIDUALISATION</b>
--

**SECTEUR :** ENSEIGNEMENT -  
FORMATION

**OBJET :** **AIDES AUX  
ETABLISSEMENTS  
D'ENSEIGNEMENT  
PRIVES**

**DATE :** avril 2013

**FONDS A REPARTIR :**

**CHAPITRE :** ENSEIGNEMENT 902

**OBJECTIF :** APPAREIL EDUCATIF 45

**ACTION :** ENSEIGNEMENT SECONDAIRE 451

**PROGRAMME:** APPAREIL EDUCATIF 4511

**OPERATION :** AIDES A L'INVESTISSEMENT DES  
ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
PRIVES SOUS CONTRAT  
D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT 4511-1

*Montants en Euros*

**Montant AP antérieur :**

<b>2 250 000 euros</b>
------------------------

**Montant AP à affecter :**

<b>169 800</b>
----------------

**Disponible à nouveau AP :**

<b>2 080 200</b>
------------------

<b>PREMIERE INDIVIDUALISATION DU FONDS</b>
--

**CONVENTION D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES LYCEES ET COLLEGES**  
**PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT RELATIVE AU**  
**FINANCEMENT DE TRAVAUX**  
**N°: CONV-13-01-SAE**

- ENTRE** la Collectivité Territoriale de Corse représentée par M. Paul GIACCOBI, Président du Conseil Exécutif de Corse,
- ET** l'Association Saint-Paul d'Ajaccio (lycée et collège privés sous contrat d'association avec l'État) représentée par Mme Rose-Marie OTTAVY-SARROLA, Présidente de l'Organisme de gestion des établissements catholiques de Corse-du-Sud et Mme Annonciade ANDREANI, Directrice du lycée et du collège Saint-Paul,
- VU** les articles L. 151-4 et L. 442-7 du Code de l'Éducation,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II - Livre IV - IVème partie,
- VU** le décret n° 88.139 du 10 février 1988 relatif au régime financier et comptable des régions,
- VU** l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,
- VU** la délibération n° 2000/171 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2000 approuvant le règlement financier de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et notamment son article 10 relatif à l'établissement de convention avec les personnes privées,
- VU** la délibération n° 12/260 de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2012 portant adoption du Budget Primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2013,
- VU** les crédits inscrits, en autorisation de programme, au budget 2013 de la Collectivité Territoriale de Corse, au chapitre 902 - Enseignement, programme 4511 investissement, pour un montant de 2 225 000 euros,
- VU** la demande de l'association Saint-Paul d'Ajaccio,
- VU** l'avis du Conseil Académique de l'Éducation Nationale en date du ... .. 2013,
- VU** la délibération n° 13/067 AC de l'Assemblée de Corse du 25 avril 2013 accordant à l'association Saint-Paul d'Ajaccio, dans le cadre du plan de financement présenté, une subvention d'équipement et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la présente convention,

**Article 1<sup>er</sup>** :

La Collectivité Territoriale de Corse attribue à l'association Saint-Paul d'Ajaccio, SIRET n° 78299241600019, une subvention d'équipement d'un montant de 76 500 euros en vue de permettre, dans le cadre du plan de financement suivant, des travaux de réfection des salles du bâtiment Saint Louis (RDC) :

Coût total des travaux :	90 795,06 €
Part de l'association :	14 295,06 €
Part de la CTC :	76 500,00 €

**Article 2** :

La Collectivité Territoriale de Corse effectuera le versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 50 % sera versé après transmission :
  - d'une copie certifiée conforme de l'ordre de service de commencer les travaux.
  - d'un rapport justifiant le respect des règles de publicité et l'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

A défaut de présentation de ces pièces dans les six mois suivant la signature de la présente convention, la subvention sera annulée par la Collectivité Territoriale de Corse, sauf demande de prorogation de ce délai déposée par le bénéficiaire et acceptée par le Président du Conseil Exécutif de Corse.

- Le solde sera versé sur présentation :
  - de l'état général définitif des factures acquittées, accompagné des copies des factures acquittées et certifiées conformes, visé par le président de l'organisme de gestion et le chef d'établissement
  - d'une copie du procès-verbal de réception des travaux.

Dans le cas d'une dépense totale inférieure au coût total du projet présenté, la part de la Collectivité Territoriale de Corse sera recalculée en application du pourcentage d'intervention initial.

Dans le cas d'une dépense totale inférieure au coût total du projet présenté, la part de la CTC sera recalculée en application du pourcentage d'intervention initial.

**Article 3** :

En cas de désaffectation des locaux faisant l'objet de l'aide, afin de les utiliser à des activités autres que l'enseignement secondaire, ou bien en cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat d'association liant l'établissement à l'État, la part non amortie de la subvention reçue de la Collectivité Territoriale de Corse sera remboursée à cette dernière sans délai.

**Article 4 :**

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- 10 ans pour les travaux de sécurité,
- 20 ans pour les travaux de gros œuvre.

**Article 5 :**

A titre de garantie de remboursement de la part non amortie de la subvention, tel que prévu à l'article 4, la Collectivité Territoriale de Corse pourra faire procéder à la vente des biens objets des travaux subventionnés.

En cas de mise en jeu de cette garantie dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le bénéficiaire pourra proposer à la Collectivité Territoriale de Corse l'actionnement d'une caution sollicitée spécifiquement.

**Article 6 :**

Pendant toute la durée des travaux la mention de l'intervention financière de la Collectivité Territoriale de Corse devra figurer sur les panneaux de chantier et de permis de construire.

**Article 7 :**

La présente convention est conclue pour la durée équivalente à la durée de l'amortissement.

Fait à Ajaccio, le

La Présidente de l'Organisme de Gestion  
des Etablissements Catholiques de  
la Corse-du-Sud,

Le Président du Conseil Exécutif  
de Corse,

Rose-Marie OTTAVY-SARROLA  
Le Chef d'établissement,

Paul GIACOBBI

Annonciade ANDREANI

**CONVENTION D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES LYCEES ET COLLEGES  
PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT RELATIVE A LA MISE  
A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES  
N°: CONV-13-02-SAE**

- ENTRE** la Collectivité Territoriale de Corse représentée par M. Paul GIACOBBI, Président du Conseil Exécutif de Corse
- ET** l'Association Saint-Paul d'Ajaccio (lycée et collège privés sous contrat d'association avec l'État) représentée par Mme Rose-Marie OTTAVY-SARROLA, Présidente de l'Organisme de gestion des établissements catholiques de Corse-du-Sud et Mme Annonciade ANDREANI, Directrice du lycée et du collège Saint-Paul,
- VU** les articles L. 442-7 et L. 442-16 du Code de l'Éducation,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II - Livre IV - IVème partie,
- VU** le décret n° 88.139 du 10 février 1988 relatif au régime financier et comptable des régions,
- VU** l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,
- VU** la délibération n° 2000/171 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2000 approuvant le règlement financier de la Collectivité Territoriale de Corse
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et notamment son article 10 relatif à l'établissement de convention avec les personnes privées,
- VU** la délibération n° 12/260 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2012 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2013,
- VU** les crédits inscrits, en autorisation de programme, au budget 2013 de la Collectivité Territoriale de Corse, au chapitre 902 - Enseignement, programme 4511 investissement, pour un montant de 2 250 000 euros,
- VU** la demande de l'association Saint-Paul d'Ajaccio,
- VU** l'avis du Conseil Académique de l'Éducation Nationale en date du ...  
..... 2013,
- VU** la délibération n° 13/067 AC de l'Assemblée de Corse du 25 avril 2013 accordant à l'association Saint-Paul la mise à disposition de matériels informatiques destinés à l'enseignement et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la présente convention,



**Article 1<sup>er</sup>** :

La Collectivité Territoriale de Corse met à disposition de l'association Saint-Paul d'Ajaccio, SIRET n° 78299241600019, un équipement informatique, d'une valeur maximale de 15 300 euros, destiné à l'enseignement et constitué de :

- 13 micro-ordinateurs
- 3 tableaux blanc interactifs
- 10 vidéoprojecteurs et supports
- 5 imprimantes

**Article 2** :

Ces matériels seront identifiés par l'association qui apposera les autocollants au logo de la Collectivité Territoriale de Corse fournis par cette dernière.

Ces matériels seront assurés par l'association notamment contre le vol et le bris.

D'une durée de vie prévisible de cinq ans, ils seront entretenus sur cette période par l'association mais demeureront propriété de la Collectivité Territoriale de Corse. Cette propriété ne pourra être retenue par l'association en cas de dommages causés par ces matériels aux biens de l'association.

A l'issue de cette période de cinq ans et en cas d'obsolescence, et après accord de la Collectivité Territoriale de Corse, ces matériels seront être éliminés par l'association conformément au décret n° 2005-829 réglementant l'élimination des déchets issus d'équipements électriques et électroniques (D3E).

**Article 3** :

Ces biens ne pourront être utilisés que pour des activités d'enseignement. En cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat d'association liant l'établissement à l'État, ces matériels seront remis à la Collectivité Territoriale de Corse.

**Article 4** :

Le bénéficiaire s'engage à permettre aux représentants de la Collectivité Territoriale de Corse de visiter les locaux recevant cet équipement. Toute entrave à ce contrôle, ou tout constat de non-conformité, entraînera de plein droit le remboursement des fonds engagés par la Collectivité Territoriale de Corse.

**Article 5** :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification.

Fait à Ajaccio, le

La Présidente de l'Organisme de Gestion  
des Etablissements Catholiques de  
la Corse-du-Sud,

Le Président du Conseil Exécutif  
de Corse,

Rose-Marie OTTAVY-SARROLA

Le Chef d'établissement,

Paul GIACOBBI

Annonciade ANDREANI

**CONVENTION D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES LYCEES ET COLLEGES  
PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT RELATIVE AU  
FINANCEMENT DE TRAVAUX  
N°: CONV-13-03-SAE**

- ENTRE** la Collectivité Territoriale de Corse représentée par M. Paul GIACCOBI, Président du Conseil Exécutif de Corse,
- ET** l'Association Jeanne d'Arc de Bastia (lycée et collège privés sous contrat d'association avec l'État) représentée par M. Ange Louis GUIDI, Président de l'Organisme de gestion des établissements catholiques de Haute-Corse et Mme Marie-France BOULANGER, Directrice du lycée et collège Jeanne d'Arc,
- VU** les articles L. 151-4 et L. 442-7 du Code de l'Éducation,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II - Livre IV - IVème partie,
- VU** le décret n° 88.139 du 10 février 1988 relatif au régime financier et comptable des régions,
- VU** l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,
- VU** la délibération n° 2000/171 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2000 approuvant le règlement financier de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et notamment son article 10 relatif à l'établissement de convention avec les personnes privées,
- VU** la délibération n° 12/260 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2012 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2013,
- VU** les crédits inscrits, en autorisation de programme, au budget 2013 de la Collectivité Territoriale de Corse, au chapitre 902 - Enseignement, programme 4511 investissement, pour un montant de 2 250 000 euros
- VU** la demande de l'association Jeanne d'Arc de Bastia,
- VU** l'avis du Conseil Académique de l'Éducation Nationale en date du 2013,
- VU** la délibération n° 13/067 AC de l'Assemblée de Corse du 25 avril 2013 accordant à l'association Jeanne d'Arc de Bastia, dans le cadre du plan de financement présenté, une subvention d'équipement et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la présente convention,

**Article 1<sup>er</sup>** :

La Collectivité Territoriale de Corse attribue à l'association Jeanne d'Arc de Bastia, n° SIRET 78300517600038, une subvention d'équipement de 62 000 euros pour permettre, dans le cadre du plan de financement suivant, des travaux de rénovation du piano de cuisine, d'aménagement d'une salle informatique et de mise aux normes électriques de salles pour les élèves de l'établissement :

Coût total des travaux :	62 737,57 €
Part de l'association :	737,57 €
Part de la CTC	62 000,00 €

**Article 2** :

La Collectivité Territoriale de Corse effectuera le versement selon les modalités suivantes :

- Un premier acompte de 50 % sera versé après transmission :
  - d'une copie certifiée conforme de l'ordre de service de commencer les travaux.
  - d'un rapport justifiant le respect des règles de publicité et l'attribution du marché au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

A défaut de présentation de ces pièces dans les six mois suivant la signature de la présente convention, la subvention sera annulée par la Collectivité Territoriale de Corse, sauf demande de prorogation de ce délai déposée par le bénéficiaire et acceptée par le Président du Conseil Exécutif de Corse.

- Le solde sera versé sur présentation :
  - de l'état général définitif des factures acquittées, accompagné des copies des factures acquittées et certifiées conformes, visé par le président de l'organisme de gestion et le chef d'établissement
  - d'une copie du procès-verbal de réception des travaux.

Dans le cas d'une dépense totale inférieure au coût total du projet présenté, la part de la Collectivité Territoriale de Corse sera recalculée en application du pourcentage d'intervention initial.

**Article 3** :

En cas de désaffectation des locaux faisant l'objet de l'aide, afin de les utiliser à des activités autres que l'enseignement secondaire, ou bien en cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat d'association liant l'établissement à l'État, la part non amortie de la subvention reçue de la Collectivité Territoriale de Corse sera remboursée à cette dernière sans délai.

**Article 4 :**

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- 10 ans pour les travaux de sécurité,
- 20 ans pour les travaux de gros œuvre.

**Article 5 :**

A titre de garantie de remboursement de la part non amortie de la subvention, tel que prévu à l'article 4, la Collectivité Territoriale de Corse pourra faire procéder à la vente des biens objets des travaux subventionnés.

En cas de mise en jeu de cette garantie dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, le bénéficiaire pourra proposer à la Collectivité Territoriale de Corse l'actionnement d'une caution sollicitée spécifiquement.

**Article 6 :**

Pendant toute la durée des travaux la mention de l'intervention financière de la Collectivité Territoriale de Corse devra figurer sur les panneaux de chantier et de permis de construire.

**Article 7 :**

La présente convention est conclue pour la durée équivalente à la durée de l'amortissement.

Fait à Ajaccio, le

Le Président de l'Organisme de Gestion  
des Etablissements Catholiques de  
la Haute-Corse,

Le Président du Conseil Exécutif  
de Corse,

Ange Louis GUIDI

Paul GIACOBBI

Le Chef d'établissement,

Marie-France BOULANGER

**CONVENTION D'AIDE A L'INVESTISSEMENT DES LYCEES ET COLLEGES  
PRIVES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT RELATIVE A LA MISE  
A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES**  
**N° : CONV-13-04-SAE**

- ENTRE** la Collectivité Territoriale de Corse représentée par M. Paul GIACOBBI, Président du Conseil Exécutif de Corse,
- ET** l'Association Jeanne d'Arc de Bastia (lycée et collège privés sous contrat d'association avec l'État) représentée par M. Ange Louis GUIDI, Président de l'Organisme de gestion des établissements catholiques de Haute-Corse et Mme Marie-France BOULANGER, Directrice du lycée et du collège Jeanne d'Arc,
- VU** les articles L. 442-7 et L. 442-16 du Code de l'Education,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II - Livre IV - IVème partie,
- VU** le décret n° 88.139 du 10 février 1988 relatif au régime financier et comptable des régions,
- VU** l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics,
- VU** la délibération n° 2000/171 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2000 approuvant le règlement financier de la Collectivité Territoriale de Corse
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et notamment son article 10 relatif à l'établissement de convention avec les personnes privées,
- VU** la délibération n° 12/260 AC de l'Assemblée de Corse du 21 décembre 2012 portant adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Corse pour l'exercice 2013,
- VU** les crédits inscrits, en autorisation de programme, au budget 2013 de la Collectivité Territoriale de Corse, au chapitre 902 - Enseignement, programme 4511 investissement, pour un montant de 2 250 000 euros,
- VU** la demande de l'association Jeanne d'Arc de Bastia,
- VU** l'avis du Conseil Académique de l'Education Nationale en date du 2013,
- VU** la délibération n° 13/067 AC de l'Assemblée de Corse du 25 avril 2013 accordant à l'association Jeanne d'Arc, la mise à disposition de matériels informatiques destinés à l'enseignement et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer la présente convention,

**Article 1<sup>er</sup>** :

La Collectivité Territoriale de Corse met à disposition de l'association Jeanne d'Arc de Bastia, SIRET n° 78300517600038, un équipement informatique, d'une valeur maximale de 16 000 euros, destiné à l'enseignement et constitué de :

- 21 micro-ordinateurs
- 8 vidéoprojecteurs

**Article 2** :

Ces matériels seront identifiés par l'association qui apposera les autocollants au logo de la Collectivité Territoriale de Corse fournis par cette dernière.

Ces matériels seront assurés par l'association notamment contre le vol et le bris.

D'une durée de vie prévisible de cinq ans, ils seront entretenus sur cette période par l'association mais demeureront propriété de la Collectivité Territoriale de Corse.

Cette propriété ne pourra être retenue par l'association en cas de dommages causés par ces matériels aux biens de l'association.

A l'issue de cette période de cinq ans et en cas d'obsolescence, et après accord de la Collectivité Territoriale de Corse, ces matériels seront être éliminés par l'association conformément au décret n° 2005-829 règlementant l'élimination des déchets issus d'équipements électriques et électroniques (D3E).

**Article 3** :

Ces biens ne pourront être utilisés que pour des activités d'enseignement. En cas de cessation de l'activité d'éducation ou de résiliation du contrat d'association liant l'établissement à l'État, ces matériels seront remis à la Collectivité Territoriale de Corse.

**Article 4** :

Le bénéficiaire s'engage à permettre aux représentants de la Collectivité Territoriale de Corse de visiter les locaux recevant cet équipement. Toute entrave à ce contrôle, ou tout constat de non-conformité, entraînera de plein droit le remboursement des fonds engagés par la Collectivité Territoriale de Corse.

**Article 5** :

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de sa date de notification.

Fait à Ajaccio, le

<p>Le Président de l'Organisme de Gestion des Etablissements Catholiques de la Haute-Corse,</p> <p>Ange Louis GUIDI</p>	<p>Le Président du Conseil Exécutif de Corse,</p> <p>Paul GIACOBBI</p>
<p>Le Chef d'établissement,</p> <p>Marie-France BOULANGER</p>	